



Lettre aux gestionnaires

Les garderies privées du Québec seront fermées le mercredi 22 mai

Chers gestionnaires,

La ministre de la Famille, Nicole Léger, maintient les coupures de 14,9 millions de dollars dans les garderies privées. Plutôt que de négocier de bonne foi avec les représentants des garderies privées, la ministre de la Famille sort son bâton et tente d'intimider, de façon cavalière, les propriétaires/gestionnaires des garderies privées en les menaçant de nouvelles coupures. Le gouvernement veut nous faire taire en nous empêchant de faire valoir nos droits démocratiquement. Nous refusons de nous mettre à genoux devant ce gouvernement qui bafoue notre liberté d'expression. Madame Marois, elle-même, n'est-elle pas descendue dans la rue avec ses casseroles et son carré rouge en appui aux étudiants? Et maintenant, elle nous refuse ce droit!

L'AGPQ a reçu de nombreux téléphones et courriels de propriétaires nous demandant de maintenir la journée de fermeture le 22 mai, comme nous l'avions voté en assemblée générale. Pour respecter l'engagement pris auprès de ses membres, le conseil d'administration de l'AGPQ maintient donc cette journée de fermeture. Nous vous aviserons, au cours de la semaine prochaine, des autres moyens pressions qui seront pris par les garderies privées.

Il ne faut pas se laisser intimider par les menaces de Mme Léger avec ses nouvelles sanctions. L'AGPQ est convaincu qu'on peut utiliser cette journée comme journée pédagogique. Nous avons le droit dans nos ententes de subvention à 13 jours de fermeture payés. Parmi ces 13 jours, il y a 8 jours fériés obligatoires. Les 5 jours restants peuvent être utilisés à la discrétion des gestionnaires. Le gouvernement ne peut pas nous enlever ce droit. Nous contesterons en toute légalité toutes formes de sanctions de la part du gouvernement. Il est important que vos employés soient payés et se présentent le matin du 22 mai à la garderie. Après la marche, ils retourneront à la garderie.

Chers gestionnaires, nous devons nous tenir debout et ne pas nous laisser influencer par ces menaces. Si nous acceptons l'intimidation de la ministre, les prochaines mesures gouvernementales vont être encore pires. Le Parti québécois a toujours voulu la fin des garderies privées. On craint que ce qui se passe aujourd'hui ne soit que le début. Ensemble, avec le support de nos employés et de nos parents, nous pouvons déplacer des montagnes. C'est notre avenir collectif qui est en jeu.

Encouragez vos parents à participer à la marche du 22 mai à Montréal et à Québec.

Soyons solidaires.

Le conseil d'administration de l'AGPQ